

Market News

Etudes Economiques & Stratégie

vendredi 13 mars 2026

La géopolitique dicte le prix du baril et des obligations souveraines...

Clôture				Ce matin			
Dow Jones		iBOVESPA		Nikkei		Taux 10 ans US	
42 732,13		118 533,52		39 895,52		4,700	
339,86	0,80%	-1592,70	-1,33%	0,00	0,00%	9,9	
S&P 500		EuroStoxx 50		Hang Seng		Change €/€	
5 942,47		4 871,45		19 760,52		1,0315	
73,92	1,26%	-46,43	-0,94%	0,00	0,00%	0,06%	
Nasdaq Composite		CAC 40		S&P F		Pétrole	
19 621,68		7 282,22		5 942,52		74,07	
340,89	1,77%	-111,54	-1,51%	2,0%		-0,57	-76,37%
VIX		Taux 10 ans Allemagne					
0 016,13		2,427					
1,80	-10,04%	5,9					

Achevé de rédigé à 7h50

Le coût de la guerre pour les marchés...

- Les Etats-Unis et Israël poursuivent leurs frappes aériennes contre l'Iran, tandis que le régime iranien continue de lancer missiles et drones contre des pays du Golfe, des navires et également Israël. Le conflit au Moyen-Orient s'intensifie et prend une dimension globale. L'Agence Internationale de l'Energie évoquent une baisse d'environ 10 millions de barils par jour de la production du Golfe. Les tensions militaires se multiplient dans la région, avec des attaques de drones et de missiles au Koweït, la mort d'un soldat français en Irak et la menace d'un nouveau front impliquant le Hezbollah. Les Etats-Unis envisagent d'escorter les navires dans le détroit d'Ormuz, alors que la Russie et la Chine restent en retrait. La guerre accentue également l'effondrement économique du Liban et perturbe les flux logistiques mondiaux, notamment ceux des engrais, faisant craindre un choc sur les prix alimentaires et la sécurité alimentaire mondiale d'ici 2026-2027.
- Les marchés actions commencent à intégrer l'hypothèse que le conflit pourrait durer et que le détroit d'Ormuz pourrait rester en grande partie fermé pendant un certain temps.
- Mais, le risque est sur le marché obligataire : la hausse des prix de l'énergie liée à la guerre, l'augmentation des prix alimentaires due à une pénurie d'engrais, ainsi que la hausse des billets d'avion provoquée par le renchérissement du carburant aérien ont alimenté les anticipations d'inflation dans les pays développés sur les marchés obligataires.
- Aux Etats-Unis, après la publication déficit budgétaire, sur 12 mois en février, de 1 630 Mds \$, le débat sur le « coût de la guerre » affecte aussi les taux longs américains. Les dépenses de défense et d'intérêts se sont élevées respectivement à 930 Mds \$ et 1 000 Mds \$ et le président Donald Trump souhaite porter le budget de la défense à 1 500 Mds \$ pour l'an prochain. La guerre représente un « danger majeur » pour le marché obligataire : « stagflation » et forte hausse des émissions obligataires !



La situation au Moyen-Orient est entrée dans une phase de conflit globalisé, impactant non seulement la stabilité régionale mais aussi les équilibres macroéconomiques mondiaux. Les affrontements directs entre Israël et les forces pro-iraniennes, notamment au Liban, se doublent d'une confrontation larvée entre Téhéran et Washington.

Un avion ravitailleur américain KC-135 s'est écrasé dans l'ouest de l'Irak, et des opérations de secours sont en cours, sans information officielle sur d'éventuelles victimes parmi l'équipage.

Sur le plan énergétique et maritime, **le secrétaire au Trésor américain Scott Bessent a indiqué que les États-Unis autoriseraient temporairement l'achat de pétrole russe déjà en mer malgré les sanctions.** Washington envisage également d'escorter des navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz avec la marine américaine lorsque les conditions de sécurité le permettront.

Le nouveau guide suprême iranien Mojtaba Khamenei a affirmé vouloir maintenir la fermeture du détroit d'Ormuz, voie stratégique pour le pétrole mondial. Plusieurs navires ont déjà été attaqués dans la zone, tandis que les États-Unis ont intensifié leurs frappes contre les capacités iraniennes de pose de mines maritimes. **L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a déjà noté une réduction drastique de la production des pays du Golfe, estimée à 10 millions de barils par jour, ce qui représente la perturbation la plus importante de l'histoire pétrolière.** L'armée iranienne a menacé « d'incendier » et de « détruire » des installations pétrolières et gazières au Moyen-Orient, en cas d'attaque contre les infrastructures énergétiques et les ports de la République islamique.

Le conflit s'étend également sur d'autres fronts : Un soldat français a été tué à Erbil lors d'une attaque de drone contre une mission de formation antiterroriste avec l'armée irakienne. Le Koweït affirme avoir intercepté quatre missiles balistiques et plusieurs drones visant un aéroport. Le Hezbollah, soutenu par l'Iran, a tiré des obus vers des positions militaires syriennes, faisant craindre l'ouverture d'un nouveau front régional.

Benjamin Netanyahu a déclaré ne pas savoir si les Iraniens pourraient renverser la République islamique, tandis que des sénateurs américains, y compris républicains, s'inquiètent de l'impact du conflit sur les prix du pétrole et d'une frappe meurtrière contre une école de filles en Iran.

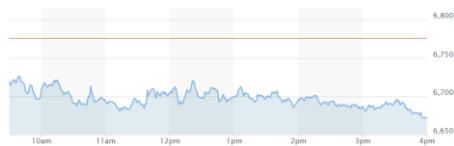
La Russie et la Chine, bien que partenaires de l'Iran, observent une certaine distance, laissant Téhéran plus isolé mais potentiellement plus imprévisible. La France, par la voix d'Emmanuel Macron, tente de promouvoir une posture « strictement défensive » et appelle à la désescalade, tout en déployant des moyens militaires comme le porte-avions Charles-de-Gaulle en Méditerranée orientale.

Au Liban, le sentiment de « guerre de trop » s'installe au sein d'une population déjà exsangue. La colère gronde de plus en plus ouvertement contre le Hezbollah, accusé d'avoir entraîné le pays dans un conflit dévastateur avec Israël sans mandat national clair. Economiquement, le Liban est au bord du gouffre total. La destruction des infrastructures de transport et d'énergie, couplée à l'arrêt quasi total de l'activité commerciale, rend toute perspective de reprise illusoire à court terme. Les déplacements massifs de population (plusieurs centaines de milliers de personnes) créent une crise humanitaire que l'Etat, failli, est incapable de gérer.

Le conflit au Moyen-Orient perturbe les flux logistiques d'engrais, entraînant une hausse mécanique des stocks dans certaines zones de production incapables d'exporter, et des pénuries potentielles dans les zones d'importation. Le détroit d'Ormuz et le canal de Suez étant des points de passage critiques, l'insécurité maritime renchérit les coûts de transport et d'assurance, pesant sur les intrants agricoles mondiaux. Cela crée un risque majeur pour la sécurité alimentaire en 2026-2027. Un choc sur l'offre d'engrais se traduit, avec un décalage de quelques mois, par un choc sur les prix des denrées, alimentant potentiellement de nouveaux troubles sociaux.

« Les Etats-Unis sont de loin le plus grand producteur de pétrole du monde, donc lorsque les prix du pétrole augmentent, nous gagnons beaucoup d'argent. MAIS, en tant que président, ce qui est beaucoup plus important pour moi, c'est d'empêcher un empire du mal, l'Iran, de se doter d'armes nucléaires et de détruire le Moyen-Orient, voire le monde entier », a écrit Donald Trump sur sa plateforme *Truth Social*.

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

S&P 500 - Sur 5 séances

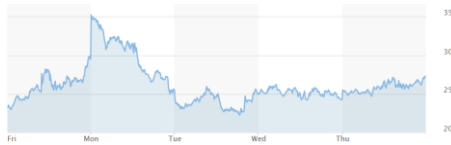


(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

Les actions américaines ont terminé en nette baisse la séance d'hier, les investisseurs adoptant une posture de forte aversion au risque face à l'intensification du conflit au Moyen-Orient et à l'envolée spectaculaire des prix du pétrole, facteurs susceptibles de raviver les tensions inflationnistes mondiales et de peser sur les perspectives de politique monétaire américaine. Le S&P 500 a ouvert en baisse, à 6 741 points, et il a fluctué autour des 6 700 points sur toute la séance, sans volatilité *intraday*. Il clôture à 6 673 (- 103 points), en baisse de 1,5%. Le Dow Jones est en baisse de 1,6% à 46 678 (- 739 points) et le Nasdaq recule de 1,8% à 22 312 (- 404 points). Le VIX est en hausse de 12,6% à 27,3. La séance a été dominée par la flambée des prix du pétrole après des frappes iraniennes contre deux pétroliers dans le Golfe et des déclarations du nouveau guide suprême iranien Mojtaba Khamenei promettant de maintenir fermé le détroit d'Ormuz. De son côté, le président américain **Donald Trump a affirmé que l'objectif d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire était plus important que la stabilité des prix du pétrole**, ce qui a été interprété comme un signe que les tensions géopolitiques pourraient se prolonger. Les marchés ont interprété tous ces événements comme le signe d'une aggravation durable du conflit opposant l'Iran aux Etats-Unis et à Israël, ce qui a immédiatement

VIX - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

alimenté les craintes d'un choc d'offre énergétique. Le baril de Brent a ainsi bondi de 9,2% pour franchir à nouveau la barre des 100 \$, tandis que le WTI américain s'est envolé de près de 10%.

Cette poussée spectaculaire des prix du pétrole a provoqué une rotation sectorielle marquée : les valeurs énergétiques ont progressé alors que la plupart des autres compartiments du marché ont reculé, notamment les secteurs sensibles au coût de l'énergie et aux perspectives économiques. L'indice sectoriel de l'énergie du S&P 500 a ainsi gagné 1,0%, soutenu par les majors pétrolières et les sociétés de services pétroliers, tandis que les industrielles ont enregistré la plus forte baisse sectorielle de la journée. Les titres liés au transport aérien et aux croisières ont également subi des ventes importantes, les investisseurs anticipant une hausse des coûts de carburant susceptible de peser sur leurs marges et/ou la demande. Dans le même temps, les valeurs technologiques et les semi-conducteurs ont reculé dans le sillage du Nasdaq, plusieurs fabricants de puces enregistrant des replis significatifs. Les valeurs financières ont aussi contribué à la faiblesse générale du marché dans un contexte de nouvelles inquiétudes concernant le marché du crédit privé. **Morgan Stanley** a ainsi perdu 4,1% après avoir limité les rachats sur l'un de ses fonds de crédit privé face à une demande élevée de retraits de la part des investisseurs, tandis que **JP Morgan Chase** a cédé 1,6% après avoir déprécié certains prêts accordés à des fonds de ce segment. Ces annonces ont ravivé les préoccupations sur la qualité du crédit et sur la liquidité du secteur, alors que plusieurs gestionnaires d'actifs ont récemment imposé des restrictions similaires.

Sur le front des entreprises, plusieurs mouvements notables ont animé la cote. **Bumble** a bondi de 34,2% après avoir publié des prévisions de revenus trimestriels supérieures aux attentes. Les producteurs d'engrais ont fortement progressé, profitant des perturbations logistiques liées à la fermeture potentielle du détroit d'Ormuz par lequel transite une part importante du commerce mondial de fertilisants, **CF Industries** gagnant 13,2% et **Intrepid Potash** 10,6%. Dans le secteur énergétique, **Chevron** a progressé de 2,7% et **ExxonMobil** de 1,3% dans le sillage de la flambée des hydrocarbures. A l'inverse, plusieurs valeurs technologiques et financières ont pesé sur les indices, tandis que **Dollar General** a reculé de 6,1% après avoir publié des perspectives de ventes jugées décevantes. La séance a également été marquée par une première cotation réussie pour **PayPay**, dont l'action a terminé à 18,16 \$, soit 13,5% au-dessus de son prix d'introduction.

Les actualités géopolitiques ont largement éclipsé les indicateurs économiques publiés aux Etats-Unis. Ils ont offert un tableau contrasté mais n'ont pas suffi à calmer les inquiétudes liées à l'énergie. Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont légèrement reculé à 213 000, signalant un marché du travail toujours solide, tandis que les mises en chantier de logements ont progressé de 7,2% en janvier pour atteindre un plus haut de onze mois à 1,487 million d'unités, nettement au-dessus des attentes. En revanche, les permis de construire ont reculé de 5,4% pour atteindre un plus bas de cinq mois à 1,376 million, suggérant un ralentissement potentiel de l'activité immobilière dans les prochains mois. Le déficit commercial américain s'est pour sa part réduit à 54,5 Mds \$. Malgré ces données globalement correctes, les marchés ont surtout retenu l'impact potentiel de la flambée du pétrole sur l'inflation. La réunion de politique monétaire de la banque centrale américaine, prévue la semaine prochaine, sera ainsi particulièrement surveillée, notamment la mise à jour des projections économiques et les prévisions d'inflation.

Les investisseurs restent désormais concentrés sur l'évolution du conflit au Moyen-Orient, sur la trajectoire des prix de l'énergie et sur les prochaines données économiques américaines, notamment celles attendues aujourd'hui sur l'emploi, le moral des ménages et l'inflation, qui pourraient influencer les anticipations de politique monétaire dans les prochaines semaines.

Détail de la séance sur les valeurs : cf. Les US en Actions.

Nikkei 225 - Sur 5 séances



(Source : Marketwatch)

Asie

Le **Nikkei 225** est en baisse de 1,1%, reculant pour la deuxième session consécutive et suivant les pertes de Wall Street, alors que les prix du pétrole ont grimpé en flèche. Par ailleurs, le gouverneur de la Banque du Japon, Kazuo Ueda, a mis en garde contre le fait qu'un yen faible pourrait accentuer l'inflation importée à cause de la hausse des prix du pétrole, ce qui pourrait pousser la banque centrale à accélérer la normalisation de la politique. Ueda a ajouté que les taux de change ont désormais un impact plus important sur l'inflation qu'auparavant, leur donnant un plus grand poids dans les décisions politiques. Le yen japonais s'est négocié autour de 159,40 par dollar, se situant près de ses niveaux les plus faibles depuis juillet 2024, suscitant des inquiétudes quant à une possible intervention des autorités. Le ministre des Finances, Satsuki Katayama, a déclaré qu'ils étaient prêts à prendre toutes les mesures nécessaires sur les marchés des changes dans un contexte de flambée des prix du pétrole. Les taux des obligations d'Etat à 10 ans du Japon ont dépassé 2,2% ce matin, approchant les plus hauts d'un mois. Les actions technologiques et grand public ont été les plus en tête de la baisse, avec de fortes pertes de Kioxia Holdings (- 1,1%), Advantest (- 3,3%), SoftBank Group (- 4,5%), Fast Retailing (- 0,8%) et Toyota Motor (- 2,6%).

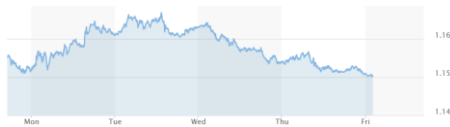
Le **Shanghai Composite** est en baisse de 0,2% et le **Hang Seng** per 0,4%. Les actions continentales peinaient à prendre de l'élan face aux incertitudes liées à la guerre contre l'Iran. Pourtant, les actions chinoises sont relativement protégées, soutenues par les efforts de Pékin pour soutenir son économie des chocs de l'approvisionnement pétrolier grâce à des années d'investissements dans les énergies renouvelables et les réserves stratégiques de pétrole. Les actions des énergies propres ont surperformé, avec des gains de Sungrow Power (+ 2,8%), Goldwind Science (+ 2,8%) et Contemporary Amperex (+ 1,1%). Les investisseurs chinois attendant, maintenant, les données d'activité pour janvier à février, notamment la production industrielle, les ventes au détail et le taux de chômage sondé, prévu la semaine prochaine.

Le **KOSPI** recule de 1,8%, prolongeant les pertes pour une nouvelle session consécutive, alors que le sentiment des investisseurs se détériore face à une flambée des prix du pétrole et à une vente massive des marchés mondiaux. Les actions technologiques ont mené la baisse avec Samsung Electronics (- 2,1%) et SK Hynix (- 2,3%) enregistrant des pertes notables. Les fabricants de batteries et les raffineurs de pétrole ont également entraîné l'indice à la baisse, notamment LG Energy Solution (- 3,4%), SK Innovation (- 7,6%) et S-Oil (- 7,9%). La Corée du Sud envisage d'accorder des chèques énergie supplémentaires afin d'aider les ménages vulnérables si la hausse des prix mondiaux du carburant entraîne une augmentation des tarifs de l'électricité. Le gouvernement se prépare également à renforcer la production d'électricité nucléaire et à charbon afin de faire face à un scénario de prix pétroliers durablement élevés ou à d'éventuelles perturbations de l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL). Séoul dépend fortement des importations d'énergie, environ 70% de son pétrole et 20% de son GNL provenant du Moyen-Orient, ce qui accentue sa sensibilité aux tensions géopolitiques. Pour réduire cette dépendance, les autorités accélèrent

le redémarrage de réacteurs nucléaires actuellement en maintenance, avec deux unités attendues dès mars et quatre autres d'ici la mi-mai, tout en prévoyant d'augmenter temporairement la production d'électricité au charbon lorsque les conditions environnementales le permettent. Parallèlement, le gouvernement étudie l'élargissement du budget des chèques énergie dans le cadre d'un budget rectificatif, alors que le programme actuel dispose d'environ 500 milliards de wons (335,93 millions de \$) encore utilisables jusqu'en mai, auxquels s'ajoutent environ 500 Mds de wons supplémentaires prévus dans le budget annuel.

Le **S&P/ASX 200** clôture en baisse de 0,1%, prolongeant les pertes de la session précédente. La flambée des prix du pétrole a poussé les investisseurs à inscrire une hausse des taux de la **RBA** dès la semaine prochaine afin de répondre à la hausse des pressions liées au coût de la vie. Les sociétés de mineurs et d'or restent sous pression, les poids lourds BHP et Rio Tinto reculant respectivement de 2,3% et 1,5%, tandis que Northern Star a chuté de 18,8% après avoir averti qu'il rencontrait des difficultés pour atteindre ses prévisions de production d'or pour l'exercice 2026. Parallèlement, les finances ont rebondi et les entreprises énergétiques ont continué à bénéficier de la hausse des coûts du carburant.

Change €/€



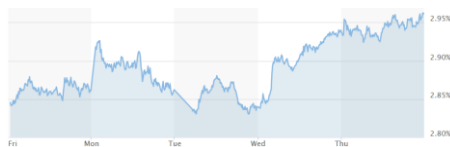
(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

Changes et Taux

Sur le marché des changes, la séance a été dominée par un net mouvement de repli vers les « devises refuges », dans un contexte d'escalade géopolitique autour de l'Iran, de tensions persistantes près du détroit d'Ormuz et d'envolée des prix de l'énergie, ce qui a ravivé simultanément l'aversion au risque et les anticipations d'inflation. Aux Etats-Unis, cette combinaison a très nettement soutenu le billet vert, avec un *Dollar Index* en hausse de 99,5, et après un plus bas sur les dernières 24h à 99,3, à 99,8 ce matin en Asie, soit + 0,5%, et désormais lancé en direction du seuil psychologique des 100, un niveau qu'il n'avait plus approché depuis la fin novembre 2025. Le climat de marché est resté particulièrement tendu. Les cambistes ont aussi intégré une toile de fond la hausse des taux longs, liée aux inquiétudes sur les finances publiques américaines et à la hausse des dépenses de défense. Sur le front macroéconomique, les statistiques américaines ont plutôt conforté le dollar : le déficit commercial s'est contracté bien plus fortement qu'attendu en janvier, dans le même temps, les mises en chantier ont bondi de 7,2%, signal de résilience de l'économie, même si les permis de construire ont déçu. Les inscriptions hebdomadaires au chômage sont ressorties à 213 000, sont restées globalement neutres. En Europe, la conséquence immédiate a été une poursuite du recul de l'euro, qui a cédé environ 0,5% pour revenir vers 1,1507 \$, au plus bas depuis novembre, pénalisé à la fois par la vigueur du dollar et par les craintes d'une inflation importée via l'énergie. La livre sterling a suivi le même mouvement, revenant vers 1,3336 \$. Le marché monétaire de la zone euro a par ailleurs brutalement révisé ses anticipations de politique monétaire : alors qu'en février certains opérateurs envisageaient encore des baisses de taux de la BCE avant la fin d'année, les intervenants intègrent désormais pleinement une hausse d'ici juillet et attribuent une forte probabilité à un second relèvement d'ici décembre, signe du choc provoqué par la remontée du pétrole. Enfin, dans le reste du monde, le comportement du franc suisse a constitué une relative anomalie de séance : alors qu'il est traditionnellement recherché dans les épisodes de stress géopolitique, il a reculé de 0,8% vers 0,7860 face au dollar et de 0,3% face à l'euro, ce qui souligne à quel point le billet vert a concentré l'essentiel de la demande en « devise refuge ».

Sur les marchés obligataires, la séance a été marquée par une nouvelle dégradation généralisée : les taux à 10 ans poursuivant leur remontée sous l'effet combiné de la flambée des prix de l'énergie et des craintes d'un retour de

l'inflation liées à l'escalade du conflit au Moyen-Orient. Aux Etats-Unis, la tension s'est particulièrement concentrée sur la partie courte de la courbe, traditionnellement la plus sensible aux anticipations de politique monétaire : les taux à 2 ans ont bondi de 10 pb à 3,74%, son plus haut niveau depuis août 2025, tandis que le 10 ans progressait de 6 pb, à 4,268% et que le 30 ans se hissait à 4,87%. La pression sur les marchés obligataires s'explique essentiellement par la flambée du pétrole, qui ravive les anticipations inflationnistes, alors que les tensions géopolitiques alimentent également les inquiétudes sur les finances publiques, notamment en raison d'une possible hausse des dépenses militaires. En Europe, la dynamique est similaire, les marchés obligataires réagissant très directement au choc énergétique qui menace les économies fortement dépendantes des importations d'hydrocarbures. Le Bund allemand à dix ans s'est hissé à 2,96% contre 2,93% à l'ouverture, un sommet depuis octobre 2023. La dette française a suivi le mouvement, avec une OAT à dix ans à 3,632% (+ 6,3 pb), un niveau qui correspond à ses plus hauts depuis 2011, alors que les BTP italiens ont connu une nouvelle séance difficile, avec des taux à 3,75%, se rapprochant des sommets observés au début du mois et accentuant l'élargissement des *spreads* périphériques. Hors zone euro, les marchés britanniques restent également sous pression : les *Gilts* à 10 ans évoluent autour des 4,713%, au plus haut depuis l'automne. Les investisseurs anticipent une possible hausse de taux de la Banque d'Angleterre en décembre dans un contexte de forte sensibilité du Royaume-Uni au choc énergétique.

Les métaux précieux connaissent une forte volatilité face aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, la flambée des prix du pétrole et le renforcement du dollar ainsi que des taux longs. L'or a finalement reculé, après un début de séance à la hausse, passant de 5 150 \$ à 5 200 \$, puis retombe lourdement à 5 074 \$, pour revenir, ce matin, en Asie, à 5 110. L'or a subi la pression combinée d'un dollar plus ferme et d'une remontée des taux à 10 ans américains, qui réduit l'attrait des actifs non-rémunérateurs. La hausse du pétrole, au-delà de 100 \$ le baril, a ravivé les anticipations d'inflation mais n'a pas suffi à soutenir durablement les cours. Les investisseurs ont en effet revu à la baisse leurs espoirs de réduction prochaine des taux d'intérêt américains, ce qui renforce l'attractivité relative des placements obligataires ou monétaires. Par ailleurs, la correction des marchés actions a entraîné certaines liquidations liées aux appels de marge, contribuant ponctuellement à peser sur les métaux précieux. Néanmoins, le contexte géopolitique continue de générer des flux défensifs qui limitent le potentiel de baisse du métal jaune, les opérateurs restant attentifs à l'évolution du conflit et à ses implications sur les prix de l'énergie et l'inflation mondiale. Les achats des banques centrales demeurent également un facteur de soutien structurel : la banque centrale du Chili a par exemple fortement augmenté ses réserves d'or en février, les portant à plus d'un milliard de dollars contre seulement 42 millions le mois précédent, soit environ 2,2% de ses réserves totales. Dans ce contexte, les autres métaux précieux ont également évolué à la baisse : l'argent a reculé à 84,54 \$ contre un plus haut à 87,4 \$. Le platine a cédé près de 1,1% autour de 2 145 \$ et que le palladium a perdu environ 1% à 1 620 \$.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

Les cours du pétrole s'inscrivent dans la continuité des fortes tensions observée depuis le début de la semaine, avec un franchissement symbolique du seuil des 100 \$ pour le Brent, dans un contexte dominé par l'escalade du conflit au Moyen-Orient et par les craintes persistantes sur l'approvisionnement mondial. La séance s'est conclue par une flambée spectaculaire des cours : le Brent a bondi de 9,2% pour atteindre 100,5 \$ le baril, tandis que le *West Texas Intermediate* a progressé de 9,7% à 95,73 \$. Les investisseurs intègrent le risque croissant de perturbations durables dans les flux pétroliers de la région du Golfe. Les inquiétudes se sont encore accentuées après des attaques contre des pétroliers dans les eaux irakiennes, qui auraient été visés par des embarcations chargées d'explosifs, et après l'annonce par les autorités irakiennes de l'arrêt des opérations dans certains ports pétroliers. Face à ces risques, **les autorités américaines ont tenté d'apaiser les marchés énergétiques en délivrant une licence temporaire de 30 jours autorisant l'achat de pétrole russe bloqué en mer, mesure présentée comme destinée à stabiliser l'offre mondiale**, tandis que **le département américain de l'Energie a confirmé le déblocage de 172 millions de barils issus de la réserve stratégique américaine**. Cette initiative s'inscrit dans une réponse coordonnée avec l'Agence Internationale de l'Energie, qui a décidé de libérer un volume record de 400 millions de barils provenant des stocks stratégiques des pays membres. Toutefois, ces mesures n'apportent qu'un soulagement temporaire et ne résolvent pas le problème structurel d'approvisionnement lié aux tensions géopolitiques. Les investisseurs restent focalisés sur la situation dans le détroit d'Ormuz et sur la capacité à rétablir la sécurité de la navigation dans cette zone stratégique. La structure des contrats à terme sur le Brent, **notamment l'écart entre les échéances proches et lointaines, reflète des anticipations de tensions persistantes sur l'offre physique**. Dans les échanges asiatiques de ce matin, les cours restaient proches de leurs sommets, le Brent pour livraison en mai se stabilisant autour des 100 \$ et le *WTI* à 95,1 \$. Malgré quelques prises de bénéfices, les deux références s'orientent vers de fortes hausses hebdomadaires, d'environ 9% pour le Brent et près de 7% pour le brut américain.



Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers. Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2026, Tous droits réservés.